



PLAN LOCAL D'URBANISME DE BASLIEUX - LES - FISMES

Annexes Dossier Approbation PLU

Elaboration du Plan Local d'Urbanisme
PLU approuvé par délibération communautaire du

**Pour la Présidente,
Le Vice-Président
Pierre GEORGIN**



SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
ANNEXES AU TITRE DE L'ARTICLE R.151-51 DU CODE DE L'URBANISME	3
ANNEXES AU TITRE DE L'ARTICLE R.151-52 DU CODE DE L'URBANISME	24
LES PERIMETRES A L'INTERIEUR DESQUELS S'APPLIQUE LE DROIT DE PREEMPTION URBAIN DEFINI PAR LES ARTICLES L. 211-1 ET SUIVANTS, AINSI QUE LES PERIMETRES PROVISOIRES OU DEFINITIFS DES ZONES D'AMENAGEMENT DIFFERE	25
LE PERIMETRE DES SECTEURS RELATIFS AU TAUX DE LA TAXE D'AMENAGEMENT, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 331-14 ET L. 331-15	26
ANNEXES AU TITRE DE L'ARTICLE R.151-53 DU CODE DE L'URBANISME	27
LES ZONES DELIMITEES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2224-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET LES SCHEMAS DES RESEAUX D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT ET DES SYSTEMES D'ELIMINATION DES DECHETS, EXISTANTS OU EN COURS DE REALISATION, EN PRECISANT LES EMPLACEMENTS RETENUS POUR LE CAPTAGE, LE TRAITEMENT ET LE STOCKAGE DES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION, LES STATIONS D'EPURATION DES EAUX USEES ET LE STOCKAGE ET LE TRAITEMENT DES DECHETS	28
3.1 Traitement et stockage des eaux destinées à la consommation et station d'épuration des eaux usées	28
3.2 Caractéristiques du captage	33
3.3 Traitement et système d'élimination des déchets	39

ANNEXES AU TITRE DE L'ARTICLE R.151-51 DU CODE DE L'URBANISME

Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
AS 1	Conservation des eaux - Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales	Périmètres de protection du champ captant de la commune de Baslieux-lès-Fismes	Pris en application de l'article L 20 du Code de la Santé Publique. Décret 61-859 du 01.08.1961 modifié par le décret 67-1093 du 15.12.1967. Arrêté préfectoral du 18/10/2000	Agence Régionale de la Santé Délégation territoriale Marne Service santé environnement Complexe tertiaire Mont Bernard 6 rue Dom Pérignon CS 40513 51007 CHALONS-en- CHAMPAGNE cedex

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
I 3	Gaz - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de distribution et de transport de gaz	<p>Servitude de protection des ouvrages suivants :</p> <p>_ Cf annexe GRT Gaz</p> <p>Effets principaux : Consultation de GRTgaz dès que sont connus des projets de construction dans les zones de dangers. Interdiction ou réglementation de certains modes d'occupation du sol à proximité de la canalisation.</p>	<p>Art. 12 modifié de la loi du 15.06.1906. Loi de finances du 13.07.1925 art. 298. Loi 46.628 du 08.04.1946. Décret 64.481 du 21.01.1964. Art. 29 du décret du 15.10.1985.</p> <p>Arrêté préfectoral du 27 janvier 2017</p>	<p>GRTgaz cellule travaux tiers bd de la république BP 34 62 232 ANNEZIN</p>

Annexe 9 : Caractérisation des canalisations de transport de gaz naturel exploitées par GRTgaz et de leurs bandes de servitudes d'utilité publique sur la commune de Baslieux-lès-Fismes

Nom de la commune	Code Insee	Nom du Transporteur	Adresse du Transporteur
Baslieux-lès-Fismes	51037	GRT gaz	24 Quai Sainte Catherine 54042 Nancy Cedex

Tableaux des caractéristiques :

Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P (SUP1, SUP2, SUP3) : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Ouvrages traversant la commune :

Nom de la Canalisation	PMS	DN	Longueur (m)	Implantation	SUP1	SUP2	SUP3
DN150-1983-REIMS-FISMES(WITRY FISMES)	67,7	150	470,2	enterre	45	5	5

NOTA 1: Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.

NOTA 2 : La longueur mentionnée correspond à la longueur de la canalisation traversant la commune impactée. Elle est arrondie au décimètre.

Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière :

Néant

NOTA 1: Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.

NOTA 2 : La longueur mentionnée correspond à la longueur de la canalisation traversant la commune impactée. Elle est arrondie au décimètre.

Installations annexes situées sur la commune :

Néant

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière :

Néant

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
I 4	Électricité - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	<p>Servitude d'ancrage, d'appui, de passage et d'élagage d'arbres relatives aux ouvrages électriques.</p> <p>Profitant :</p> <p>1) au réseau d'alimentation publique HTA et BT</p> <p>2) aux lignes HTB</p> <p>Pour les lignes HTB, les servitudes comprennent en outre l'obligation de déclarer à l'exploitant l'intention d'effectuer des travaux à proximité des ouvrages.</p>	<p>Lois, décrets et arrêtés en vigueur dont Décret n°91-1147 du 14/10/1991</p> <p>Arrêté du 16 novembre 1994</p>	<p>E.R.D.F. Service Reims Champagne 2 Rue St-Charles 51095 REIMS CEDEX</p> <p>R.T.E. GMR Champagne-Ardenne Impasse de la chaufferie – BP 246 51059 Reims cedex</p>

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
PT 2	Télécommunications - Servitudes relatives aux transmissions radio-électriques concernant la protection contre les obstacles, des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat.	<p>Zones spéciales de dégagement de la liaison hertzienne de</p> <p>BERRU – FISMES</p> <p>Effets principaux : Interdiction d'édifier des constructions dépassant la cote NGF figurant sur le plan des servitudes d'utilité publique.</p>	<p>Art. L 54 à L 56 du Code des Postes et Télécommunications.</p> <p>En application : Servitude instituée par</p> <p>Décret du 23/11/1989</p>	<p>France Télécom/URRCA 101 rue de Louvois BP 2830 51058 REIMS Cédex</p>

CODE	DENOMINATION	DESCRIPTION	ACTE D'INSTITUTION	SERVICE RESPONSABLE
T 7	Relations aériennes - Servitudes à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières (<i>couvre l'ensemble du territoire communal</i>)	Servitude attachée à la protection de la circulation aérienne. Effets principaux : Autorisation des ministres chargés de l'aviation civile et des armées pour les installations de grande hauteur - 50 m hors agglomération - 100 m en agglomération	Code de l'Aviation Civile : Art. R 244- 1, D 244-1 à D 244-4. Arrêté interministériel du 25 Juillet 1990.	Armée de terre Etat Major de Zone de Défense Metz D.AFM/B.SEU 1, boulevard Clemenceau CS 30001 57044 METZ cedex 1 Direction de l'Aviation Civile Nord-Est Délégation Territoriale Lorraine Champagne Ardenne -Aéroport de Metz-Nancy-Lorraine B.P. 16 57420 GOIN District aéronautique Champagne-Ardenne BP 031 51450 BETHENY Région Aérienne Nord-Est (R.A.N.E.) Section Environnement Aéronautique - VELIZY 78129 VILLACOUBLAY- AIR



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MARNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES
Service Environnement Eau Préservation
des Ressources
Cellule Procédures Environnementales

AP n° 2017-DIV-01
JM

Arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique visant à prendre en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, soumises à autorisation, qu'exploite la société GRT Gaz sur le territoire du département de la Marne.

Le Préfet du département de la Marne

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30 et R.555-31 ;

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2014 instituant les servitudes d'utilité publique en application de l'article L. 555-16 du code de l'environnement à proximité de l'ouvrage dénommé « Alimentation du CI TEREOS » sur la commune de Connantre dans le département de la Marne ;

Vu le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand-Est, en date du 30 novembre 2016 ;

Vu l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Marne le 15 décembre 2016 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de la société GRT Gaz par courrier du 15 décembre 2016 ;

Vu l'accord formulé par la société GRT Gaz sur ce projet d'arrêté par courriel du 12 janvier 2017.

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article L 555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

Après communication du projet de servitudes au propriétaire des terrains et aux maires des communes concernées (voir liste jointe au présent arrêté),

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Marne,

Arrête

Article 1^{er}

Des servitudes d'utilité publique sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport de gaz naturel exploitées par la société GRT Gaz sur le territoire du département de la Marne. Pour chaque commune du département de la Marne concernée, ces servitudes d'utilité publique sont établies conformément aux distances figurant dans les tableaux et sur les cartes présentes dans l'annexe associée à la commune.

Article 2 – Définition des servitudes d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publique sont centrées sur le tracé des canalisations et ont des largeurs de demi-bande, de part et d'autre de la canalisation, telles que définies dans les annexes du présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 3 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou 3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

Article 3 – Définition des servitudes d'utilité publique et maîtrise de l'urbanisation

Conformément à l'article R.555-30 b) du Code de l'Environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

- **Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du Code de l'Environnement :**
La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R.555-31 du Code de l'Environnement.
L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.
- **Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du Code de l'Environnement :**
L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.
- **Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du Code de l'Environnement :**
L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 4 – Information du transporteur

Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'Environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 3.

Article 5 : Abrogation des arrêtés SUP antérieurs

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 1 avril 2014 instituant les servitudes d'utilité publique en application de l'article L. 555-16 du code de l'environnement à proximité de l'ouvrage dénommé « Alimentation du CI TEREOS » sur la commune de Connantre dans le département de la Marne étant reprises, et le cas échéant mises à jour, dans le présent arrêté, l'arrêté susvisé est abrogé.

Article 6 : Enregistrement des servitudes

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 du Code de l'Urbanisme.

Article 7 : Publication

En application de l'article R.555-53 du Code de l'Environnement, le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs et sur le site Internet des Services de l'État dans la Marne. Pour chaque commune concernée, le corps de l'arrêté ainsi que l'annexe associée à la commune seront adressés au maire de la commune ou au président de l'EPCI concerné le cas échéant.

En cas de modification de l'arrêté, pour chaque commune concernée, le corps de l'arrêté ainsi que l'annexe associée à la commune seront adressés au maire.

Article 8 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 – Notification

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Marne, Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand Est, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information aux sous-préfectures d'Épernay, Reims, Sainte-Ménéhould et Vitry-le-François, à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, au service interministériel de défense et de protection civile, au service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, aux maires des communes et aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale indiqués sur les listes jointes au présent arrêté.

Notification en sera faite, sous pli recommandé à la société GRT Gaz, Pôle d'exploitation Nord Est, Immeuble Crystal – Quartier Romarin, 59777 Euralille.

Le présent arrêté sera transmis aux maires des communes concernées, et chacun le communiquera à son conseil municipal. Chaque mairie procédera à l'affichage du présent arrêté pendant une durée d'un mois, et à l'issue de ce délai, chacune dressera un procès-verbal de ces formalités d'affichage. Une copie de l'arrêté sera conservée dans chaque mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires de la Marne.

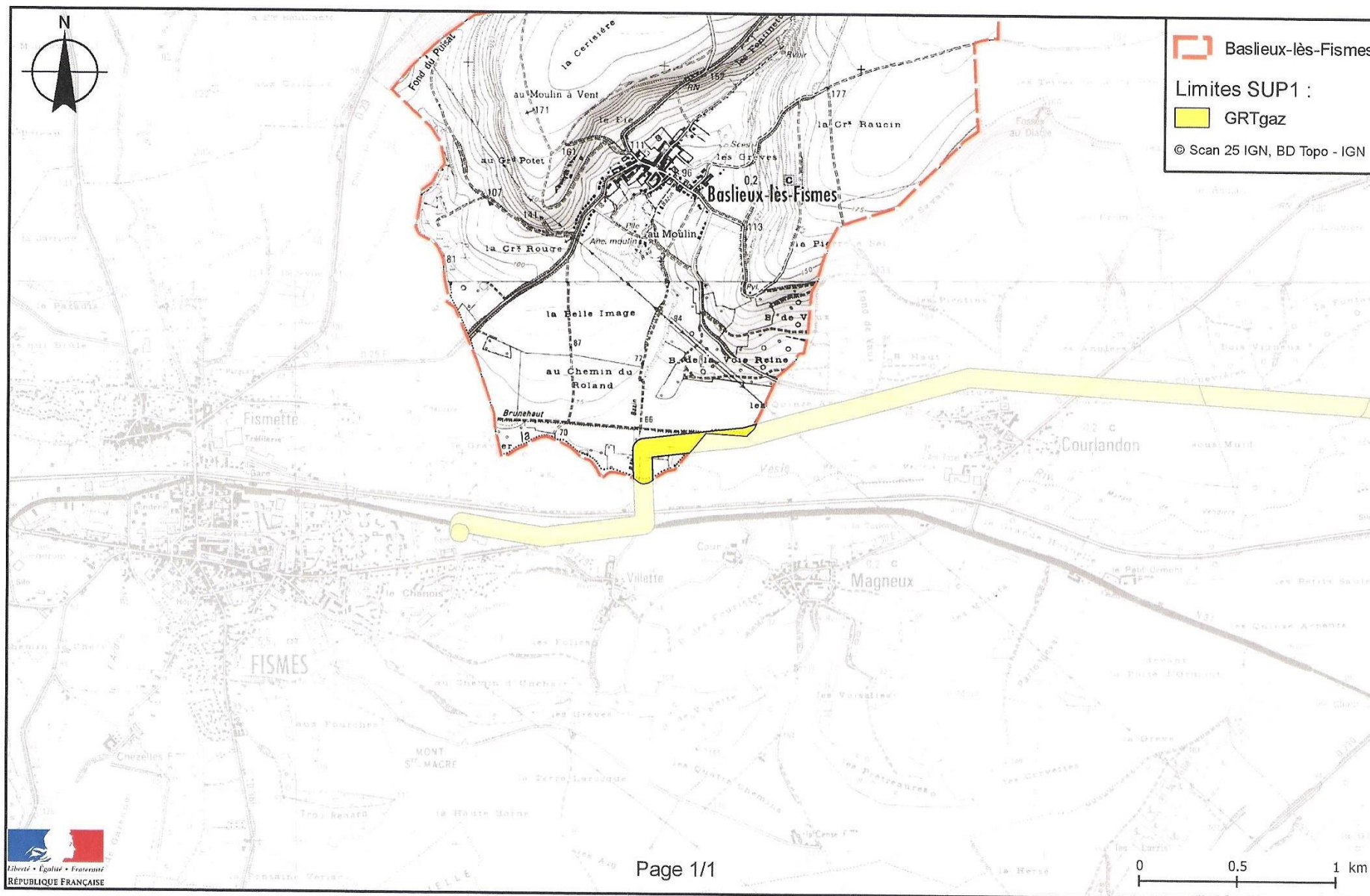
Fait à Châlons-en-Champagne, le 23 JAN 2017

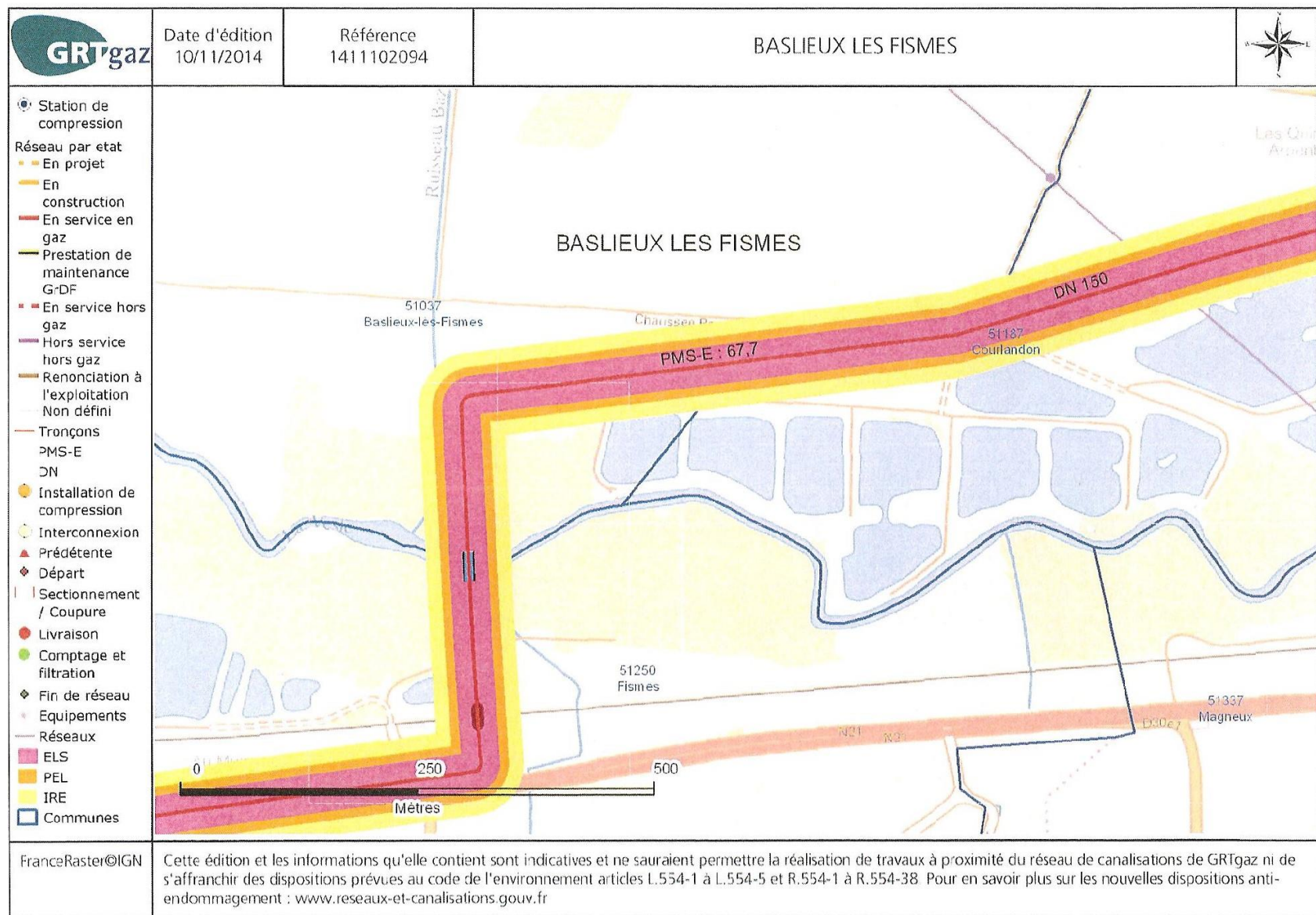
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture


Denis GAUDIN

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, Direction de la prévention et des Risques – bureau du contentieux – Arche Paroi Nord – 92055 La Défense Cedex, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses







PRÉFECTURE DE LA MARNE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Bureau des Affaires Juridiques

SANTÉ - ENVIRONNEMENT
4 OCT. 2002
ARRIVÉE 1627

COMMUNE DE BASLIEUX-LES-FISMES

DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION
DU CAPTAGE COMMUNAL EN EAU POTABLE

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Le Préfet
de la région Champagne-Ardenne
Préfet du département de la Marne
Chevalier de la légion d'honneur

VU :

- le code rural et notamment son article 113 sur la dérivation des eaux non domaniales,
- le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles R 11-4 à R 11-14,
- le code de la santé publique et ses articles L 20 et L 20-1,
- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,
- la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et ses décrets d'application,
- le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36-2) et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955,
- le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,
- le décret n° 69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration et réunification des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières, d'architecture et d'espaces protégés, et les textes pris pour son application,
- le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié et complété par le décret n° 95-363 du 5 avril 1995 relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles,
- le décret n° 93-1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,
- l'ordonnance modifiée n° 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- l'arrêté de M. le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale du 10 juillet 1989, relatif à la définition des procédures administratives concernant les eaux destinées à la consommation humaine,

1, rue de Jessaint - 51036 CHALONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX - Téléphone 03 26 26 10 10

- l'arrêté de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche et de M. le ministre de l'environnement du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles,
- la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990, relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à la consommation humaine,
- le dossier de définition des périmètres de protection du captage communal destiné à l'alimentation en eau potable, situé au lieudit "au dessus des Fontinettes" sur le territoire de la commune de Baslieux-les-Fismes, comprenant le rapport hydrogéologique du 14 avril 1997 et les plan et état parcellaires des terrains inclus dans les périmètres,
- le plan d'occupation des sols de la commune de Baslieux-les-Fismes approuvé le 28 août 1986 et mis en révision par délibération du conseil municipal du 25 septembre 1998,
- les délibérations n° 1/95 du 20 janvier 1995 et n° 1607/3 du 25 septembre 1998 du conseil municipal de Baslieux-les-Fismes adoptant la définition des périmètres de protection et portant engagement d'indemniser les propriétaires des parcelles frappées de servitudes de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par l'imposition de ces servitudes,
- le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral du 28 octobre 1999, dans la commune de Baslieux-les-Fismes en vue de la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection du captage communal situé sur le territoire de la commune de Baslieux-les-Fismes au lieudit "au-dessus des Fontinettes",
- l'avis favorable du commissaire enquêteur du 18 janvier 2000,
- l'avis du sous-préfet de Reims du 20 avril 2000,
- l'avis du conseil départemental d'hygiène du 6 juillet 2000,
- le rapport de M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Marne du 22 septembre 2000 sur les résultats de l'enquête,

CONSIDERANT que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par le décret n° 72-195 du 29 février 1972,

Sur la proposition de M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Marne,

- ARRETE -

ARTICLE 1er : Sont déclarées d'utilité publique :

- la création des périmètres de protection du captage communal situé sur le territoire de la commune de Baslieux-les-Fismes au lieudit "au dessus des Fontinettes" indice de classement national : 107 – 6X – 1005, section A, parcelles n° 1548, 1552, 1555 et 1556, réalisée par la commune en vue de son alimentation en eau potable,
- l'acquisition des terrains nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiat du captage communal,
- l'imposition des servitudes en ce qui concerne le périmètre de protection rapproché, tel qu'il figure sur le plan et état parcellaires annexés au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Conformément à l'engagement pris par le conseil municipal de Baslieux-les-Fismes dans sa séance du 25 septembre 1998, la commune devra indemniser les propriétaires des parcelles frappées de servitudes de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par l'imposition de ces servitudes.

ARTICLE 3 : La commune de Baslieux-les-Fismes est autorisée à utiliser, à des fins de consommation humaine, l'eau prélevée dans le milieu naturel du captage communal au lieu-dit "au dessus des Fontinettes".

Les volumes à prélever par pompage par la commune de Baslieux-les-Fismes ne pourront excéder : 9 m3/heure ni 50 m3/jour.

ARTICLE 4 : Les eaux issues du captage seront préalablement chlorées avant distribution publique, s'il persiste des contaminations bactériologiques après travaux de réfection et d'étanchéité des maçonneries des ouvrages de captage et de stockage.

Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié et, lorsqu'elles devront être traitées, le procédé de traitement, son installation et son fonctionnement devront être soumis à autorisation.

Si la chloration de l'eau s'avérait nécessaire, elle ne s'effectuerait pas à la crépine.
Un dispositif devra permettre le prélèvement pour analyser l'eau brute.

ARTICLE 5 : Conformément à l'article 7 de l'arrêté du 10 juillet 1989 susvisé, toutes modifications des caractéristiques définies dans la présente autorisation devront faire l'objet d'un arrêté préfectoral.

En cas d'abandon du captage, un arrêté préfectoral devra être pris pour annuler la déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 6 : Il est établi autour du captage un périmètre de protection immédiat et un périmètre de protection rapproché en application des dispositions de l'article L 20 du code de la santé publique et du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 complété et modifié par le décret n° 95-363 du 5 avril 1995, conformément aux indications des plan et état parcellaires joints.

Le périmètre de protection immédiat, dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété, sera clôturé conformément au plan parcellaire joint, à la diligence et aux frais de la commune de Baslieux-les-Fismes.

La superficie du périmètre de protection immédiat est de 7 a 73 ca.

Le périmètre de protection rapproché dont la superficie est de : 40 ha 51 a 33 ca est défini sur le plan et l'état parcellaires joints.

ARTICLE 7 :

I - A L'INTERIEUR DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIAT

Sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau. Ce périmètre doit être propriété de la commune et devra être clôturé pour en interdire l'accès à toute personne étrangère au service des eaux et éviter la pénétration du gibier.

II - A L'INTERIEUR DU PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHE

Sont soit interdites, soit soumises à réglementation spécifique, soit soumises à la réglementation générale, les activités suivantes :

REGLEMENTATIONS SPECIFIQUES

ACTIVITE 1 - LE FORAGE DE PUITTS

Interdit, à l'exclusion des ouvrages destinés à l'amélioration des ressources en eau potable.

Les ouvrages existants devront être bouchés avec des matériaux imperméables et inertes.

ACTIVITE 2 - LES PUITTS D'INFILTRATION POUR L'EVACUATION D'EAUX USEES OU D'EAUX PLUVIALES

Interdit.

Les ouvrages existants devront être bouchés avec des matériaux imperméables et inertes.

ACTIVITE 3 - L'OUVERTURE ET L'EXPLOITATION DE CARRIERES OU DE GRAVIERES

Interdit.

ACTIVITE 4 - L'OUVERTURE D'EXCAVATIONS, AUTRES QUE CARRIERES (A CIEL OUVERT)

Limité aux excavations provisoires hors nappe d'eau souterraine avec remise en place à la fermeture de l'excavation en plus des matériaux extraits d'une couche d'argiles de 0,5 m d'épaisseur. Les excavations existantes devront être bouchées avec des matériaux imperméables et inertes.

- 5 -

ACTIVITE 5 - LE REMBLAIEMENT DES EXCAVATIONS OU DES CARRIERES EXISTANTES

Autorisé uniquement avec des matériaux chimiquement neutres et insolubles, imputrescibles, à l'exclusion de tout autre matériau et avec mise en place d'une couche épaisse d'argiles de 0,5 m d'épaisseur.

ACTIVITE 6 - L'INSTALLATION DE DEPOTS D'ORDURES MENAGERES, D'IMMONDICES, DE DETRITUS, DE PRODUITS RADIOACTIFS ET DE TOUS PRODUITS DE MATIERES SUSCEPTIBLES D'ALTERER LA QUALITE DES EAUX

Interdit.

ACTIVITE 7 - L'IMPLANTATION D'OUVRAGES DE TRANSPORTS DES EAUX USEES D'ORIGINE DOMESTIQUE OU INDUSTRIELLE, QU'ELLES SOIENT BRUTES OU EPUREES

Interdit.

ACTIVITE 8 - L'IMPLANTATION DE CANALISATIONS D'HYDROCARBURES LIQUIDES OU DE TOUS AUTRES PRODUITS LIQUIDES SUSCEPTIBLES DE PORTER ATTEINTE DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT A LA QUALITE DES EAUX

Interdit.

ACTIVITE 9 - LES INSTALLATIONS DE STOCKAGE D'HYDROCARBURES LIQUIDES OU GAZEUX, DE PRODUITS CHIMIQUES ET D'EAUX USEES DE TOUTE NATURE

Interdit.

ACTIVITE 10 - L'ETABLISSEMENT DE TOUTES CONSTRUCTIONS SUPERFICIELLES OU SOUTERRAINES, MEME PROVISOIRES, AUTRES QUE CELLES STRICTEMENT NECESSAIRES A L'EXPLOITATION ET A L'ENTRETIEN DES POINTS D'EAU

Interdit pour tout nouveau projet.

ACTIVITE 11 - L'EPANDAGE OU L'INFILTRATION DES LISIERS ET D'EAUX USEES D'ORIGINE INDUSTRIELLE ET DES MATIERES DE VIDANGES

Interdit.

ACTIVITE 12 - L'EPANDAGE OU L'INFILTRATION DES EAUX USEES MENAGERES ET DES EAUX VANNES A L'EXCEPTION DES MATIERES DE VIDANGES

Interdit.

ACTIVITE 13 - LE STOCKAGE DE MATIERES FERMENTESCIBLES DESTINEES A L'ALIMENTATION DU BETAIL

Interdit.

ACTIVITE 14 - LE STOCKAGE DU FUMIER, ENGRAIS ORGANIQUES OU CHIMIQUES ET DE TOUS PRODUITS OU SUBSTANCES DESTINES A LA FERTILISATION DES SOLS OU A LA LUTTE CONTRE LES ENNEMIS DES CULTURES

Interdit.

ACTIVITE 15 - L'EPANDAGE DU FUMIER, ENGRAIS ORGANIQUES D'ORIGINE FECALE OU CHIMIQUES DESTINES A LA FERTILISATION DES SOLS

Interdit pour les engrais organiques d'origine fécale.

Limité au strict besoin des cultures classiques à cycle de végétation annuelle. Les amendements seront apportés en tenant compte du solde resté dans le sol et provenant des amendements précédents.

* Les exploitants devront se référer aux documents les plus récents du CORPEN (comité d'orientation pour la réduction de la pollution des eaux par les nitrates, les phosphates et les produits phytosanitaires provenant des activités agricoles).

A ce jour, les documents de référence sont :

- Amélioration des pratiques agricoles pour réduire les pertes de nitrates vers les eaux - JUIN 1993.
- Programme d'action contre la pollution des eaux par les produits phytosanitaires provenant des activités agricoles - JUIN 1995 et Techniques d'application et manipulation (correspondantes) - OCTOBRE 1996
- Qualité des eaux et produits phytosanitaires - Propositions pour une démarche de diagnostic - FEVRIER 1996
- Estimation des rejets d'azote par les élevages avicoles - SEPTEMBRE 1996
- Produits phytosanitaires et dispositifs enherbés - JUILLET 1997.

Il conviendra en outre de se référer aux indications du programme d'actions à mettre en oeuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole défini par l'arrêté préfectoral du 30 mai 1997.

- 7 -

ACTIVITE 16 - L'EPANDAGE DE TOUS PRODUITS OU SUBSTANCES DESTINES A LA LUTTE CONTRE LES ENNEMIS DES CULTURES

L'utilisation de désherbants à vie longue, comme les triazines ou le diuron, est interdite. Les insecticides de sol sont fortement déconseillés.

Lors des contrôles de la qualité des eaux, toute apparition sous forme de traces de produits phytosanitaires doit entraîner immédiatement l'interdiction d'utilisation de la molécule identifiée.

ACTIVITE 17 - L'ETABLISSEMENT D'ETABLES OU DE STABULATIONS LIBRES

Interdit.

ACTIVITE 18 - L'INSTALLATION D'ETABLISSEMENTS CLASSES RELEVANT DE LA LOI DU 19 JUILLET 1976

Interdit.

ACTIVITE 19 - LE PACAGE DES ANIMAUX

Limité à la production herbagère des parcelles. Pas d'apport d'amendement sur les pâtures.

ACTIVITE 20 - L'INSTALLATION D'ABREUVOIRS OU D'ABRIS DESTINES AU BETAIL

Interdit à moins de 100 m du captage. Autorisé au-delà, en prenant soin d'éloigner les abris et abreuvoirs au maximum du périmètre immédiat, selon le parcellaire.

ACTIVITE 21 - LE DEFRICHEMENT

Conforme à la réglementation en vigueur.

Les travaux sylvicoles (dessouchage, entretien) se feront sans apport de produits toxiques.

ACTIVITE 22 - LA CREATION D'ETANGS

Interdit.

ACTIVITE 23 - LE CAMPING (MEME SAUVAGE) ET LE STATIONNEMENT DE CARAVANES

Interdit.

**ACTIVITE 24 - LA CONSTRUCTION OU LA MODIFICATION DES VOIES DE COMMUNICATION
AINSI QUE LEURS CONDITIONS D'UTILISATION**

Soumise à autorisation à moins de 200 m du captage.

TRAVAUX A REALISER

- ◆ Clôturer le périmètre de protection immédiat par un grillage d'une hauteur de 2 mètres.
- ◆ Maintenir boisé, l'environnement proche et l'aval du captage, afin de limiter les risques de pollution liés à l'absence de recouvrement susceptible d'altérer la protection naturelle de la nappe.
- ◆ Reconsidérer, dans le périmètre rapproché, la pratique de cultures intensives dont le maïs en amont du captage, sans couverture hivernale et avec apport de boues provenant de la station d'épuration de Reims, à la dose de 30 t/ha sur 30 ha.
- ◆ Le futur plan d'épandage des boues urbaines de la ville de Reims devra exclure les parcelles situées dans le périmètre rapproché. Le stockage temporaire des boues, dans ce périmètre, est autorisé sur aire étanche.

Le maire de la commune de Baslieux-les-Fismes veillera à l'application des prescriptions énoncées. En outre peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait être déclarés à la M.I.S.E., toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

ARTICLE 8 : Il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres de protection pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication sur les terrains compris dans les périmètres prévus à l'article 6 dans un délai de :

- six mois pour les dépôts,
- deux ans pour les activités et installations

à compter de la date de publication du présent arrêté au bulletin d'informations et recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne.

ARTICLE 9 : Le maire de la commune de Baslieux-les-Fismes est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958, les terrains nécessaires à la réalisation du projet et à la constitution du périmètre de protection immédiat du captage communal.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 10 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles n°s 19 à 24 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et par les articles L 48 et suivants du code de la santé publique.

- 9 -

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du maire de la commune de Baslieux-les-Fismes :

- d'une part, notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection,
- d'autre part, publié à la conservation des hypothèques du département de la Marne.
- et annexé au P.O.S. de la commune de Baslieux-les-Fismes dans un délai de trois mois,

ARTICLE 12 : Monsieur le maire de Baslieux-les-Fismes a charge de faire introduire dans le plan d'occupation des sols de sa commune les prescriptions de la présente déclaration d'utilité publique et notamment les servitudes afférentes au périmètre de protection rapproché, selon la procédure de mise à jour prévue à l'article R 123-36 du code de l'urbanisme.

En application de l'article L 126-1 du même code, cette annexion des servitudes au plan d'occupation des sols devra être effectuée dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté. Dans le cas contraire, le préfet de la Marne y procédera d'office.

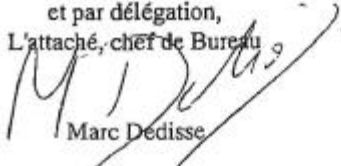
ARTICLE 13 : Monsieur le sous-préfet de Reims, M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Marne, M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Marne, M. le maire de Baslieux-les-Fismes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin d'informations et recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne et dont ampliation sera adressée à M. le directeur départemental de l'équipement.

Châlons-en-Champagne, le **18 OCT. 2000**

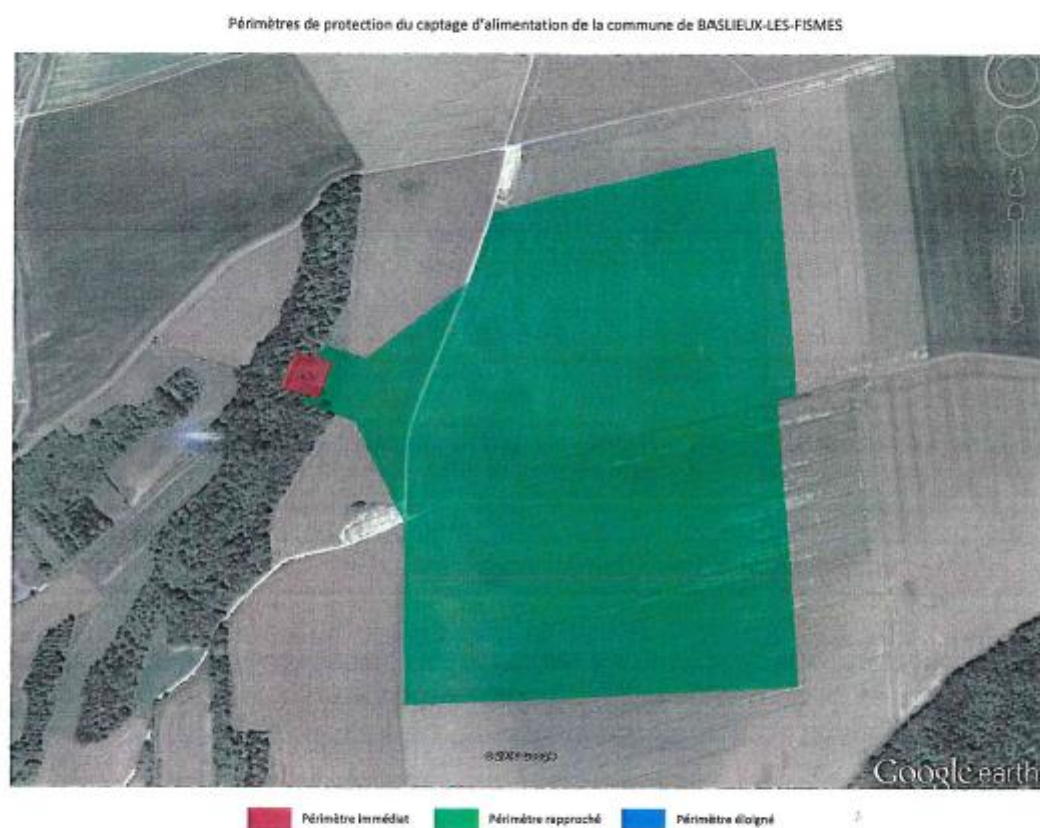
Pour le préfet,
Le Secrétaire Général

Signé : Xavier de Fürst

Pour ampliation,
Pour le Préfet,
et par délégation,
L'attaché, chef de Bureau



Marc Dedisse



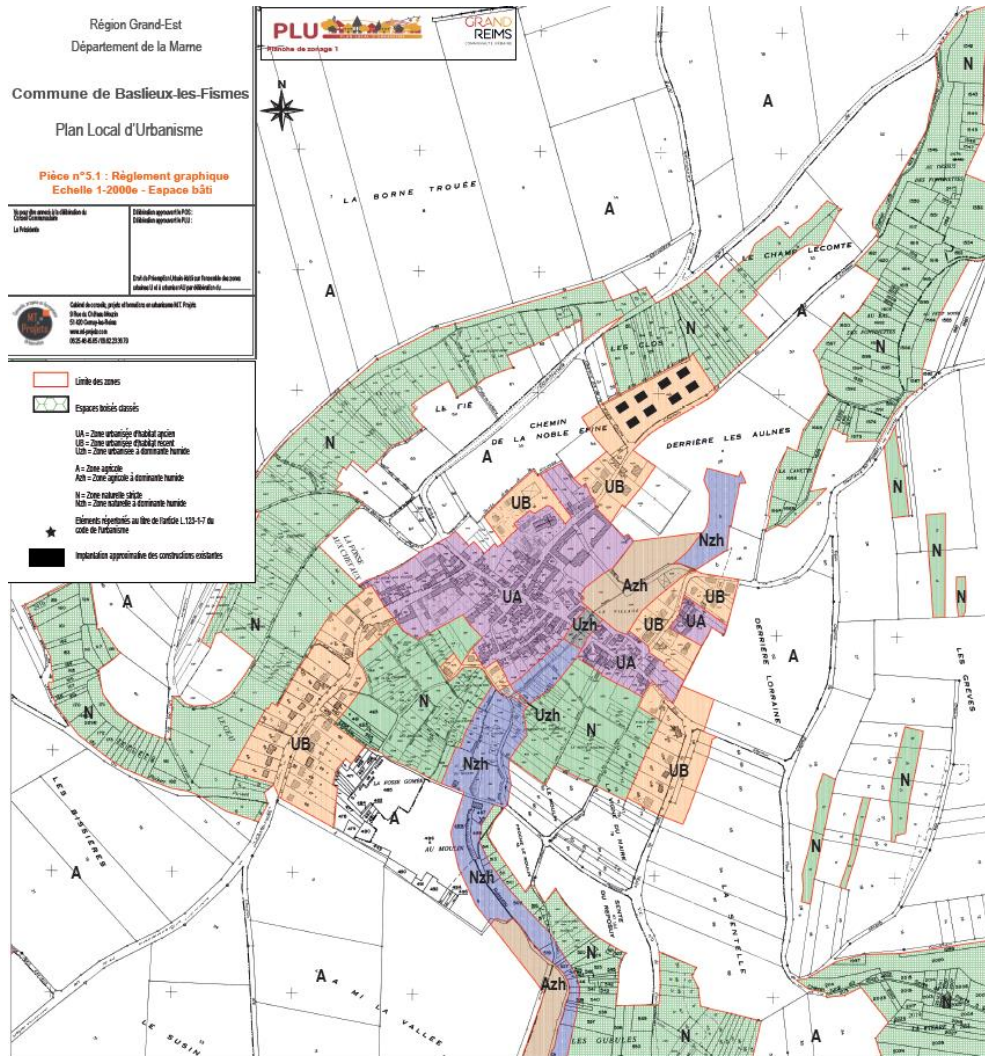
RECEU A LA SOUS-PRÉFECTURE
de REIMS
07 JAN. 2019

ANNEXES AU TITRE DE L'ARTICLE R.151-52 DU CODE DE L'URBANISME

	Nom de l'annexe	Appliquée
1	Les périmètres délimités par une délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent dans lesquels l'article L. 111-16 ne s'applique pas	
2	Le plan d'exposition au bruit des aérodromes, établi en application de l'article L. 112-6	
3	Les périmètres d'intervention délimités en application de l'article L. 113-16 pour la protection et la mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains	
4	Le périmètre des zones délimitées en application de l'article L. 115-3 à l'intérieur desquelles certaines divisions foncières sont soumises à déclaration préalable	
5	Les schémas d'aménagement de plage prévus à l'article L. 121-28	
6	L'arrêté du préfet coordonnateur de massif prévu au 1° de l'article L. 122-12	
7	Les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain défini par les articles L. 211-1 et suivants, ainsi que les périmètres provisoires ou définitifs des zones d'aménagement différé	Oui
8	Les zones d'aménagement concerté	
9	Les secteurs sauvegardés, délimités en application des articles L. 313-1 et suivants	
10	Le périmètre des secteurs dans lesquels un programme d'aménagement d'ensemble a été approuvé en application de l'article L. 332-9 dans sa rédaction antérieure au 31 décembre 2010	
11	Le périmètre des secteurs relatifs au taux de la taxe d'aménagement, en application de l'article L. 331-14 et L. 331-15	Oui
12	Le périmètre des secteurs affectés par un seuil minimal de densité, en application de l'article L. 331-36	
13	Les périmètres fixés par les conventions de projet urbain partenarial mentionnées à l'article L. 332-11-3	
14	Les périmètres à l'intérieur desquels l'autorité compétente peut surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation en application de l'article L. 424-1	

LES PERIMETRES A L'INTERIEUR DESQUELS S'APPLIQUE LE DROIT DE PREEMPTION URBAIN DEFINI PAR LES ARTICLES L. 211-1 ET SUIVANTS, AINSI QUE LES PERIMETRES PROVISOIRES OU DEFINITIFS DES ZONES D'AMENAGEMENT DIFFERE

Le droit de préemption urbain est institué sur l'ensemble des zones U et AU situées aux plans de zonage.



LE PERIMETRE DES SECTEURS RELATIFS AU TAUX DE LA TAXE D'AMENAGEMENT, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 331-14 ET L. 331-15

La taxe d'aménagement est instituée à taux fixe sur le territoire communal à la date d'approbation du présent PLU.

ANNEXES AU TITRE DE L'ARTICLE R.151-53 DU CODE DE L'URBANISME

	Nom de l'annexe	Appliquée
1	Les périmètres de développement prioritaires délimités en application de l'article L. 712-2 du code de l'énergie	
2	Les périmètres d'interdiction ou de réglementation des plantations et semis d'essences forestières délimités en application de l'article L. 126-1 du code rural et de la pêche maritime	
3	Les périmètres miniers définis en application des livres Ier et II du code minier	
4	Les périmètres de zones spéciales de recherche et d'exploitation de carrières et des zones d'exploitation et d'aménagement coordonné de carrières, délimités en application des articles L. 321-1, L. 333-1 et L. 334-1 du code minier	
5	Le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées en application de l'article L. 571-10 du code de l'environnement, les prescriptions d'isolement acoustique édictées et la référence des arrêtés préfectoraux correspondants et l'indication des lieux où ils peuvent être consultés	
6	Le plan des zones à risque d'exposition au plomb	
7	Les bois ou forêts relevant du régime forestier	
8	Les zones délimitées en application de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales et les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation, les stations d'épuration des eaux usées et le stockage et le traitement des déchets	Oui
9	Les dispositions d'un projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles rendues opposables en application de l'article L. 562-2 du code de l'environnement	
10	Les secteurs d'information sur les sols en application de l'article L. 125-6 du code de l'environnement	

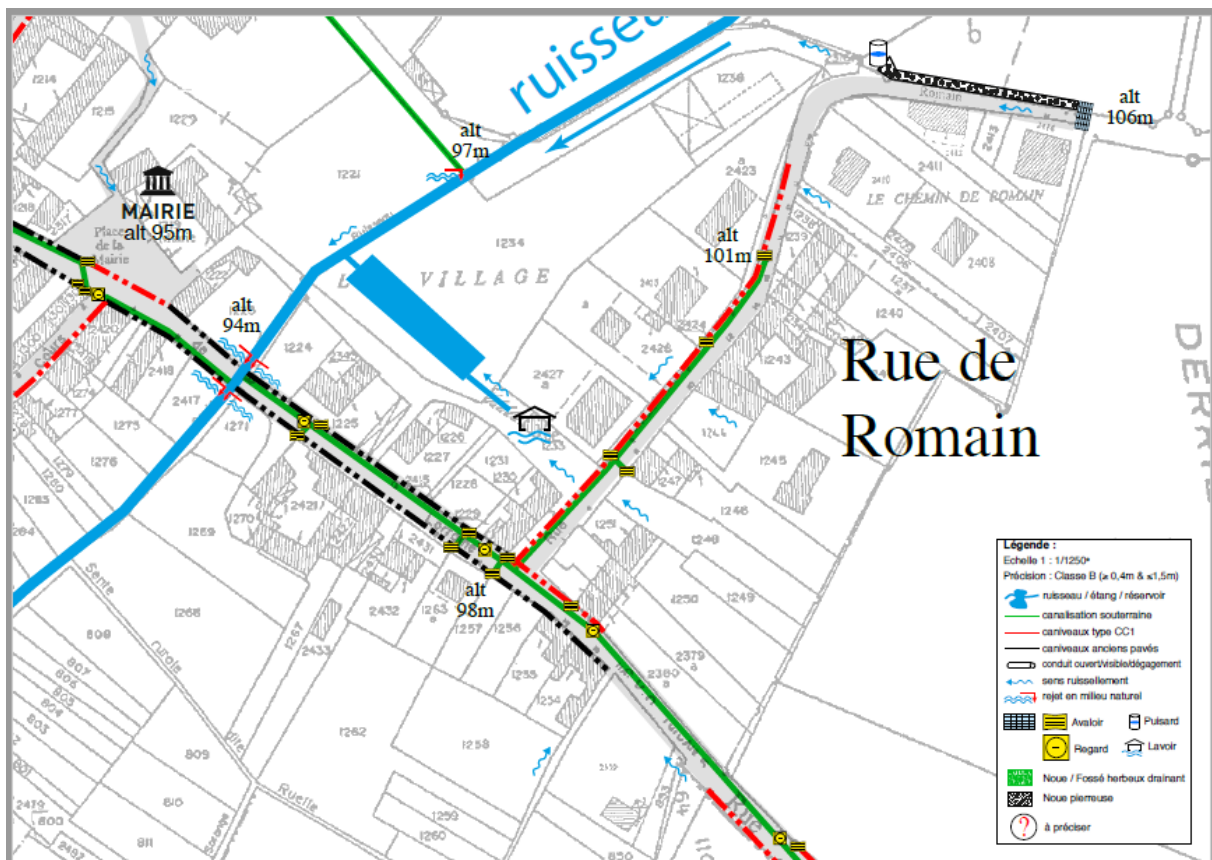
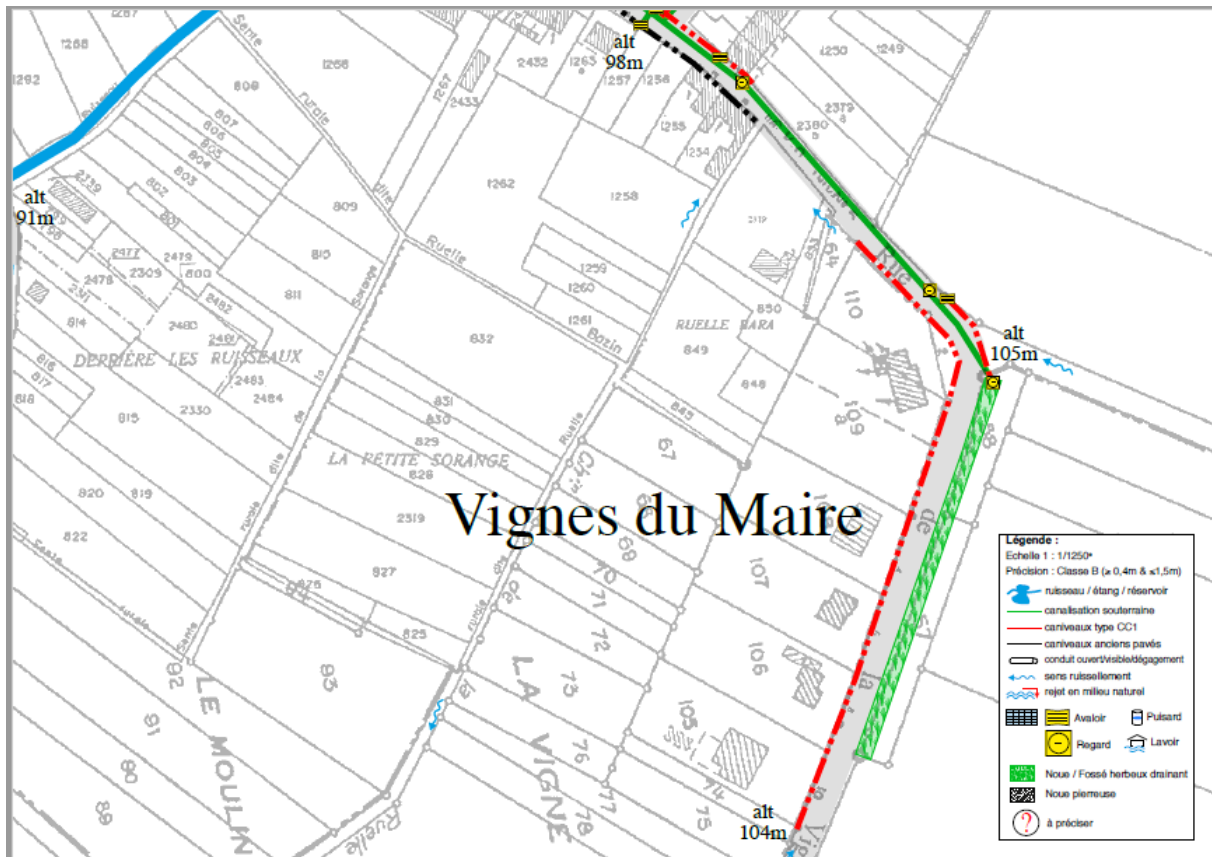
LES ZONES DELIMITEES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2224-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET LES SCHEMAS DES RESEAUX D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT ET DES SYSTEMES D'ELIMINATION DES DECHETS, EXISTANTS OU EN COURS DE REALISATION, EN PRECISANT LES EMPLACEMENTS RETENUS POUR LE CAPTAGE, LE TRAITEMENT ET LE STOCKAGE DES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION, LES STATIONS D'EPURATION DES EAUX USEES ET LE STOCKAGE ET LE TRAITEMENT DES DECHETS

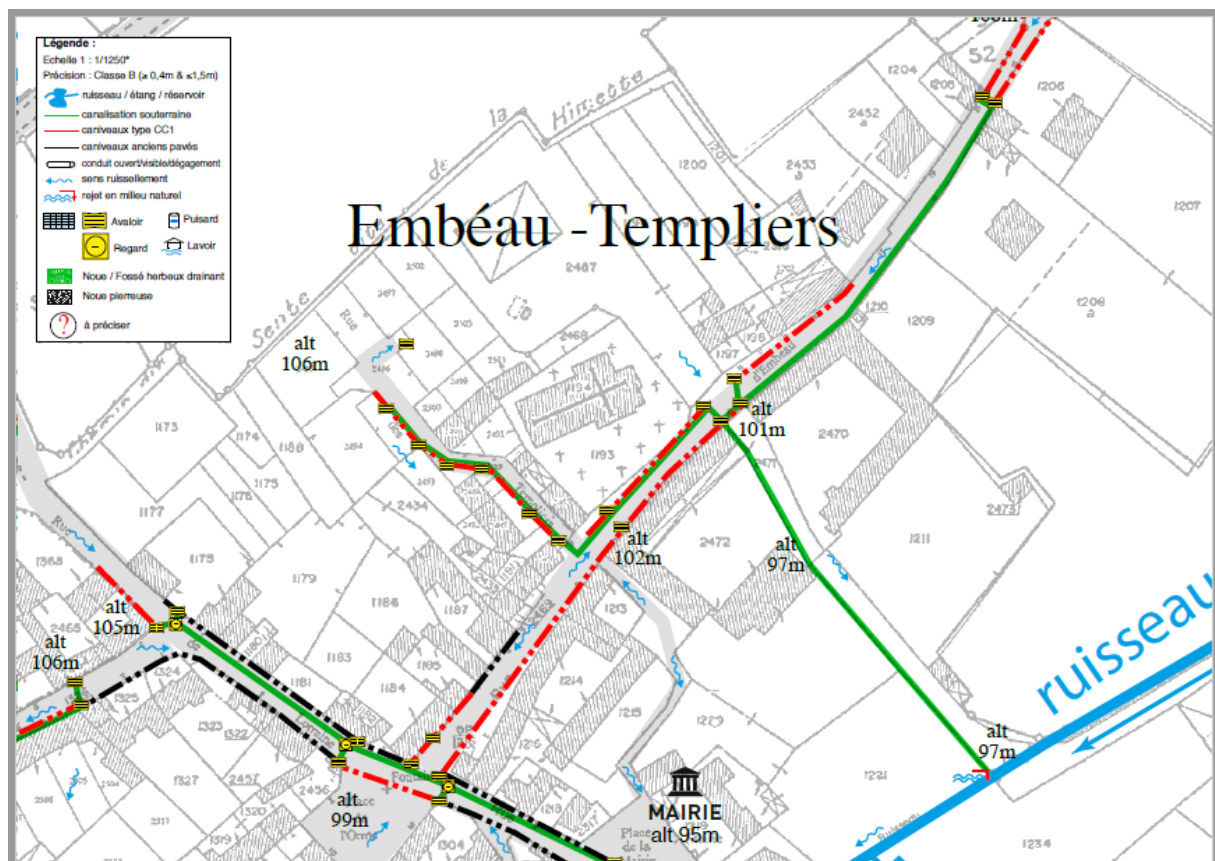
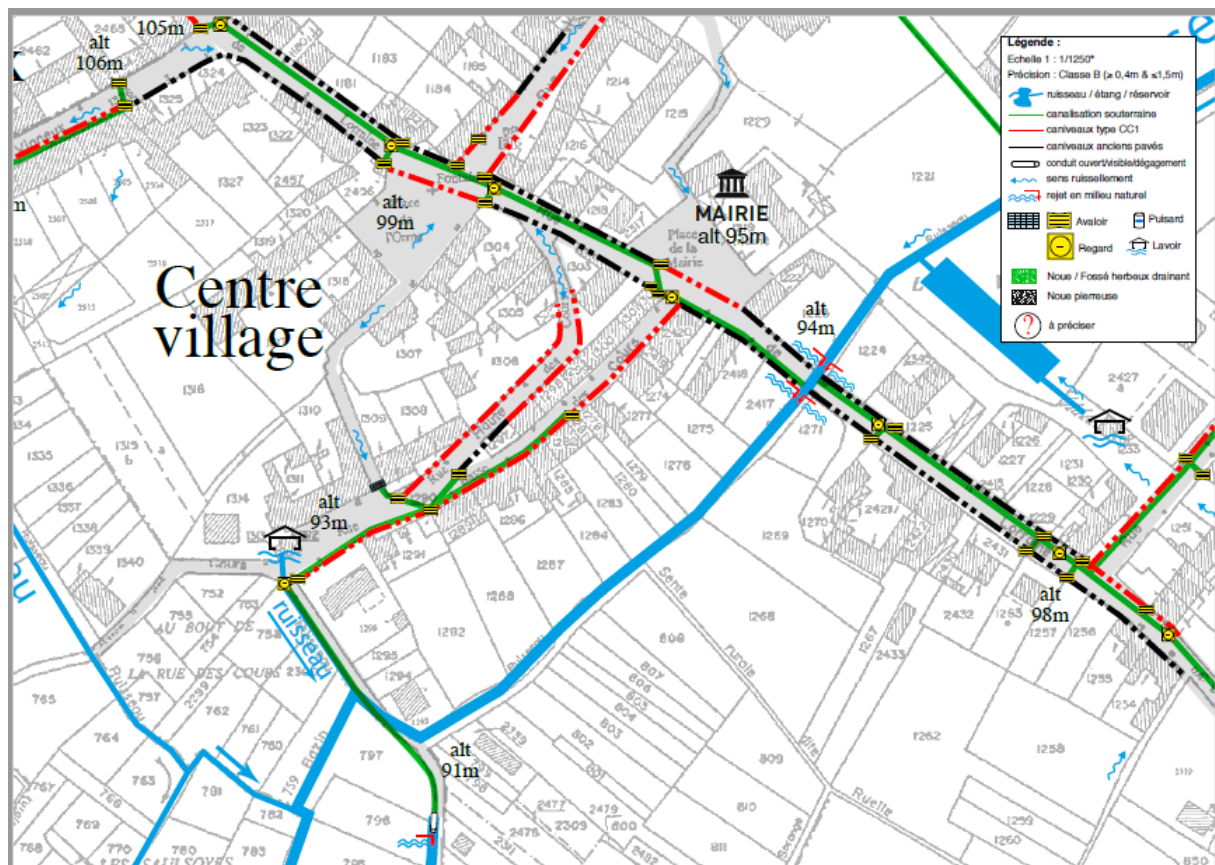
3.1 TRAITEMENT ET STOCKAGE DES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION ET STATION D'EPURATION DES EAUX USEES

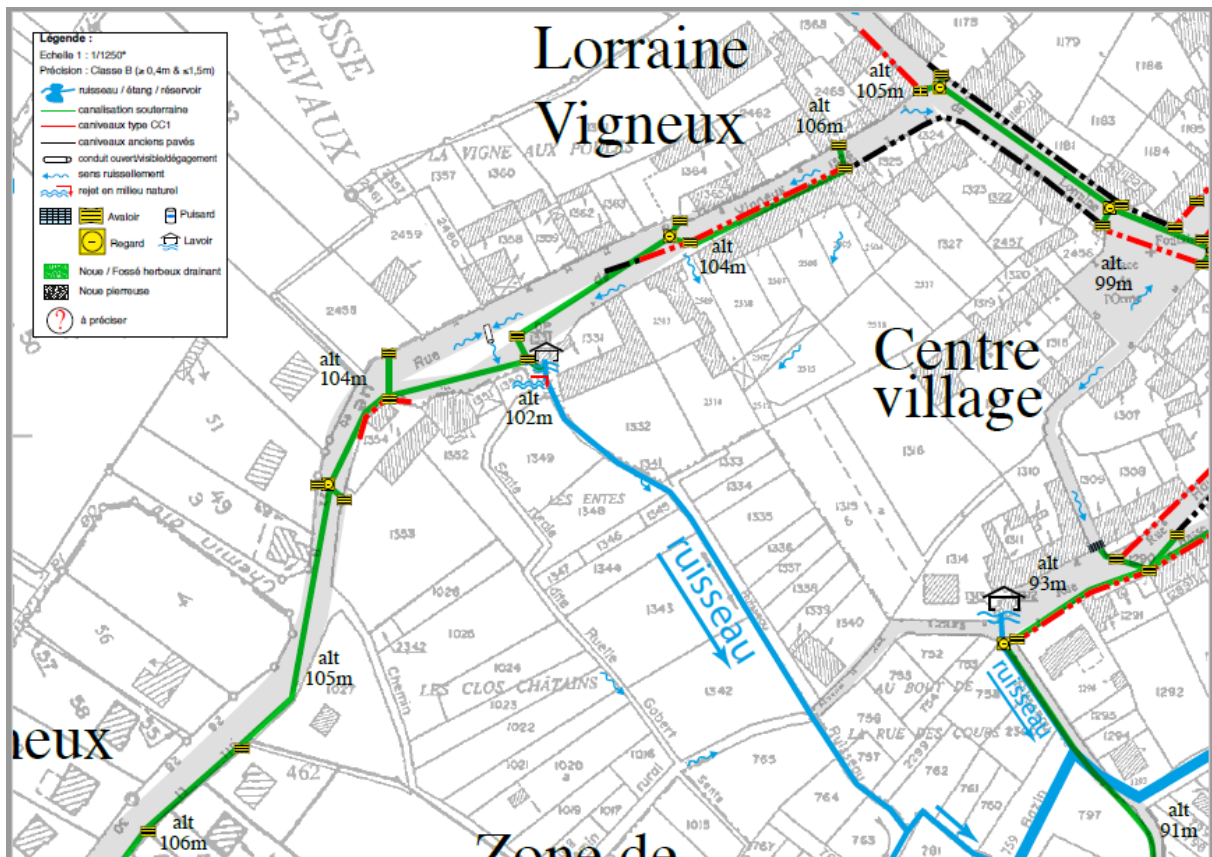
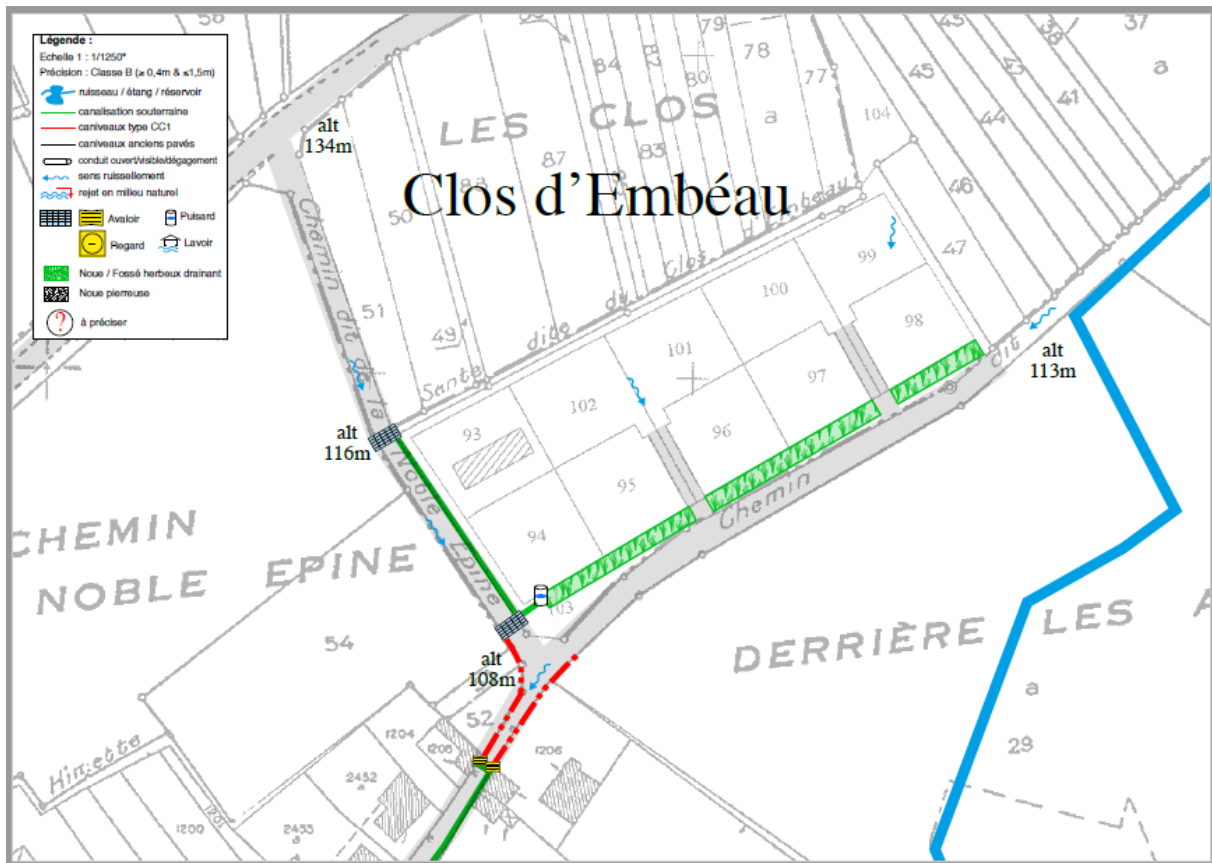
LES EAUX PLUVIALES

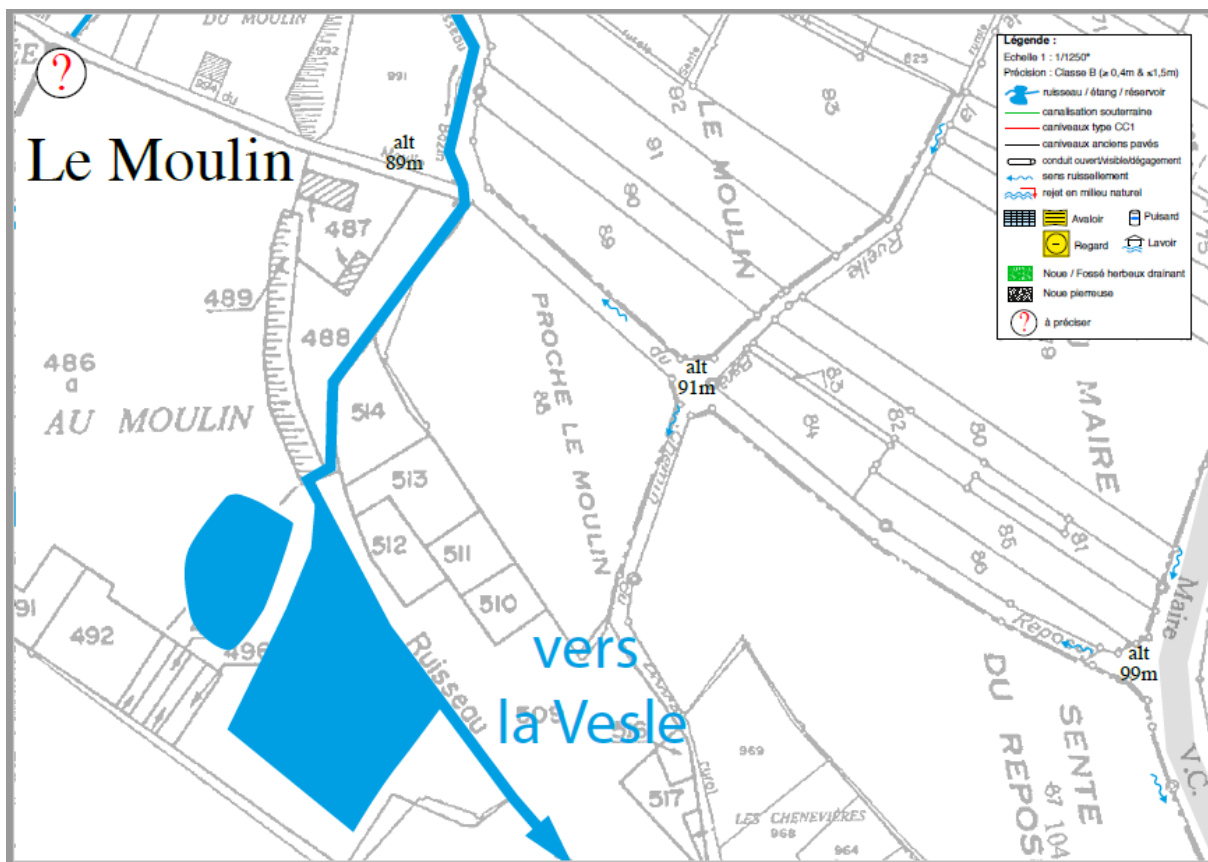
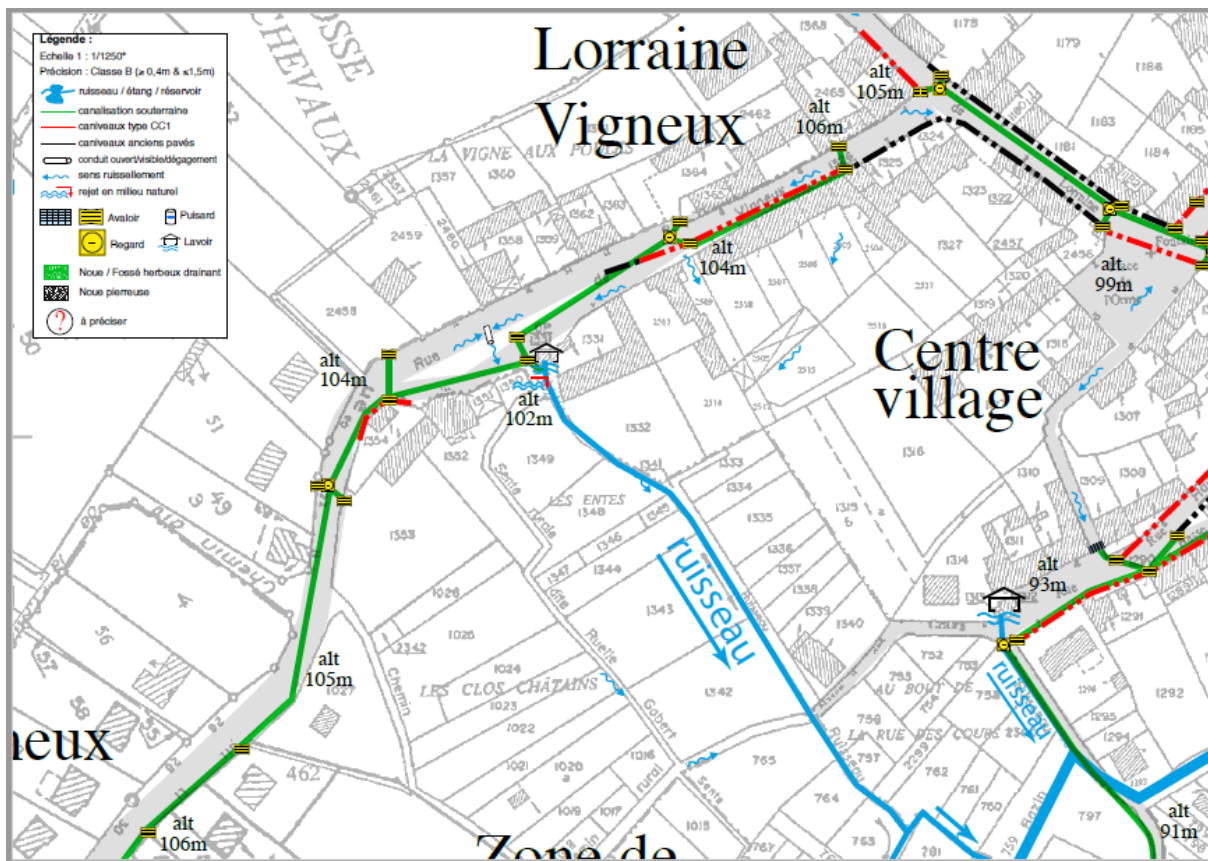
La commune est dotée d'un réseau d'eau pluviale :

Commune de :
Baslieux lès Fismes
Plan schématique du réseau
d'écoulement des eaux pluviales
Mars 2016.









L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

L'assainissement est individuel dans la commune.

3.2 CARACTERISTIQUES DU CAPTAGE

3.2.1 LA RESSOURCE EN EAU POTABLE

L'alimentation en eau potable est gérée par la commune en régie.

Le point d'eau par forage d'eau souterraine du syndicat est situé sur la commune de Baslieux-les-Fismes alimentant tous les foyers.

Le réservoir possède une capacité de 150m³, permettant une autonomie d'environ 24h en consommation moyenne.

3.2.2 L'ADDUCTION EN EAU POTABLE

Le réservoir est alimenté directement par gravitation.

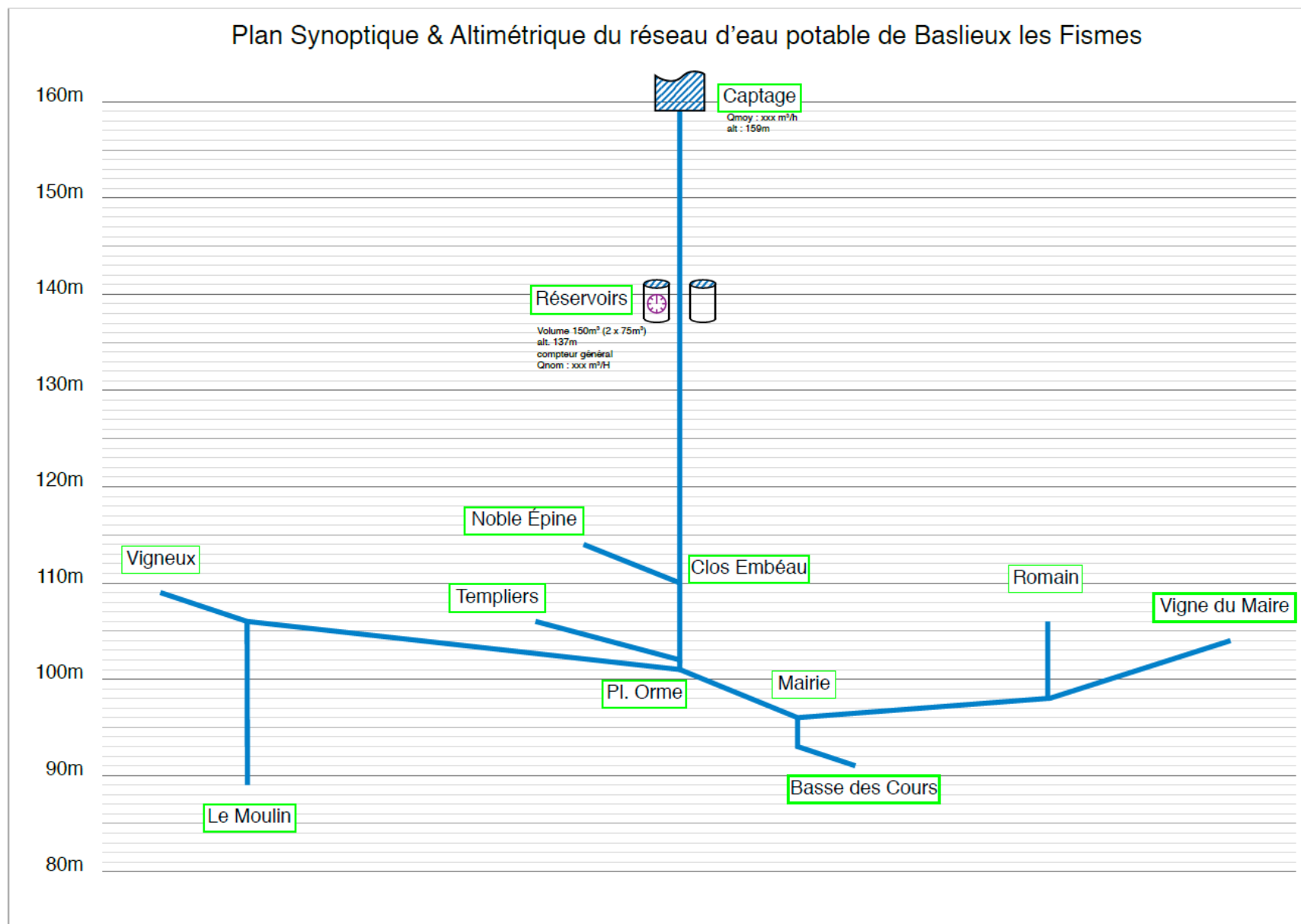
Le réseau n'est pas interconnecté avec un autre.

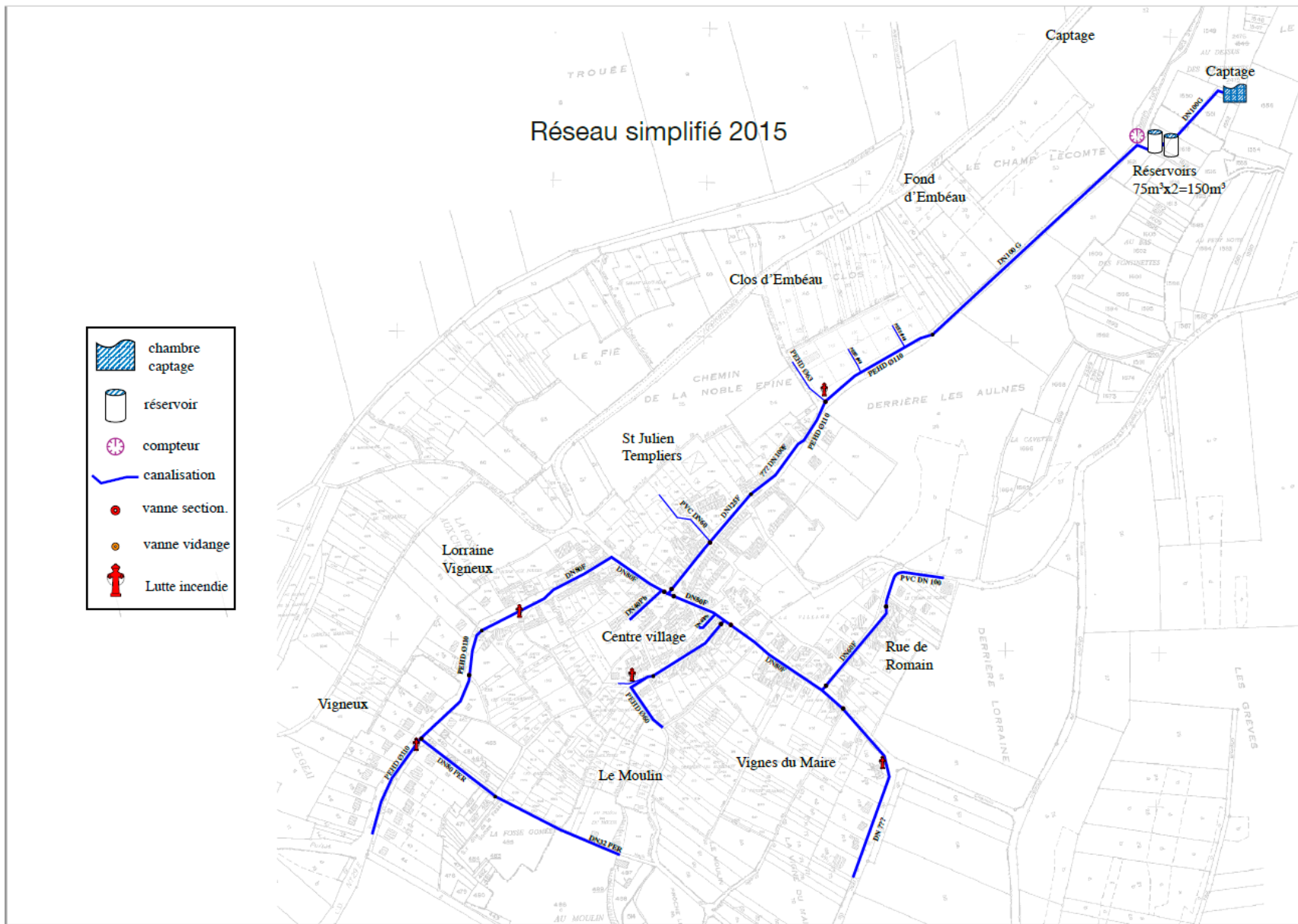
3.2.3 SURVEILLANCE DU RESEAU

L'alimentation en eau potable n'est pas vulnérable aux risques d'inondation. Aucune décharge n'est présente sur le territoire du captage

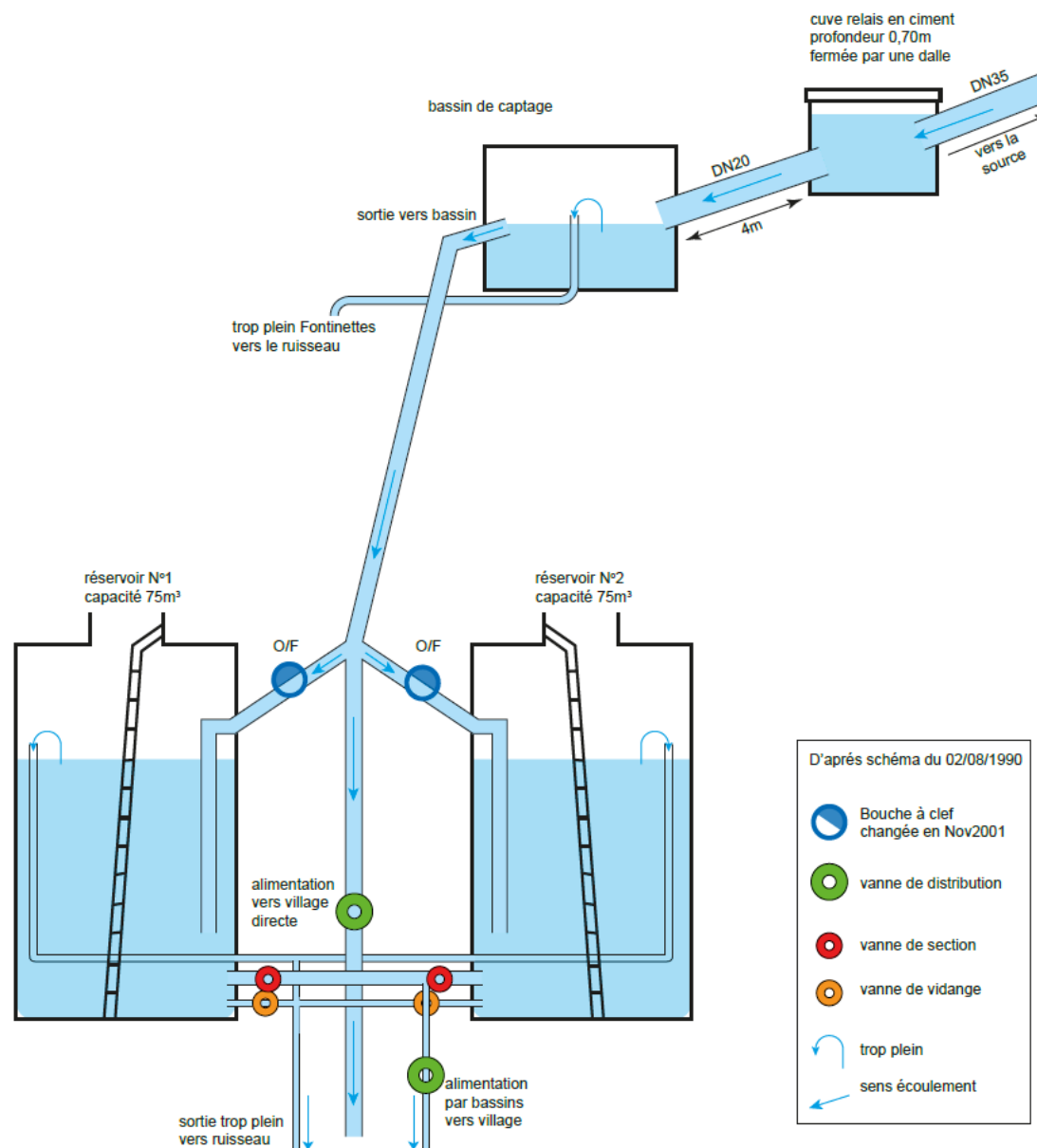
3.2.3 LES BESOINS EN EAU

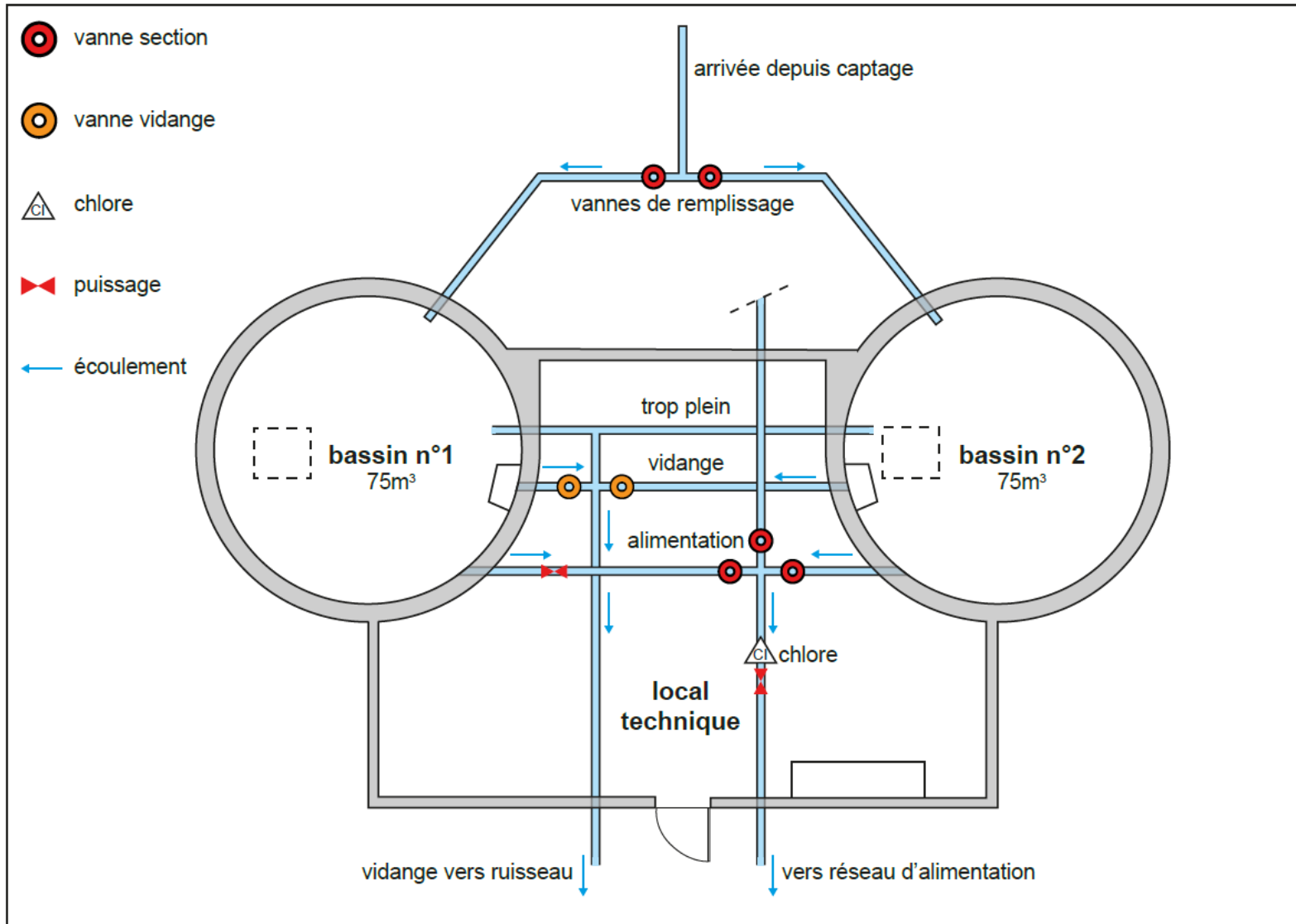
Actuellement, la réserve d'eau brute et la capacité de production du captage semblent suffisantes.











bassins de baslieux les fismes

schéma de principe

3.3 TRAITEMENT ET SYSTEME D'ELIMINATION DES DECHETS

Qui est compétent ?

LE SYCOMORE (Syndicat de Collecte des Ordures Ménagères de l'Ouest REmois). La Communauté de Communes Fismes Ardre et Vesle a transféré cette compétence au SYCOMORE.

Nombre d'habitants desservis ?

Pour l'année 2015, 29 260 habitants

Nombre de communes desservies si compétence intercommunale ?

Le SYCOMORE organise la collecte des déchets ménagers de 67 communes dans 3 communautés de communes (depuis 2015) :

Champagne Vesle

Fismes Ardre et Vesle

Ardre et Chatillonnais

Sur quoi s'exerce la compétence ?

Le SYCOMORE gère la collecte (en porte-à-porte et en apport volontaire), la valorisation et de l'élimination des déchets des ménages et déchets assimilés ainsi que la construction de tous les ouvrages nécessaires à la collecte, à la valorisation et à l'élimination des déchets.

Quels sont les axes d'organisation de la compétence ?

Déchets ménagers ?

Oui

Déchets professionnels (à quelle condition) ?

Oui, sous condition que l'entreprise ait un local sur le territoire du SYCOMORE et dans la limite d'une prise en charge hebdomadaires de déchets assimilables à des déchets ménagers.

Financement de la compétence ?

La CCFAY (Communauté de Communes Fismes Ardre et Vesle) finance l'exercice de cette compétence pour le budget général.

Taxe d'enlèvement des Ordures ménagères ?

Non, il n'y a pas de Taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Le SYCOMORE demande une contribution aux communautés de communes membres, calculée en fonction du nombre d'habitants.

Redevance spéciale sur les déchets assimilés ?

Non

Liste des services rendus aux habitants

La collecte des ordures ménagères résiduelles

Collecte en porte à porte ?

Cabinet de conseils juridiques, projets et formations en urbanisme M.T. Projets

Oui la collecte des ordures ménagères résiduelles est effectuée en porte à porte.

Quelle fréquence (nombre de jours par semaine) ?

1 fois par semaine

Destination des déchets ?

Les ordures ménagères sont transportées par camions à l'usine de valorisation énergétique du SYVALOM (La Veuve-51).

La collecte séparative des emballages et papier à recycler

Collecte en porte à porte ?

Oui la collecte des emballages recyclables est effectuée en porte à porte.

Quelle fréquence (nombre de jours par semaine) ?

Un ramassage toutes les deux semaines.

En sacs ou en bacs ?

Les emballages recyclables sont collectés en sacs de tri.

Qui fournit les sacs ou les bacs ?

Les sacs de tri sont achetés par le SYCOMORE et mis à disposition des habitants par la commune.

Collecte du verre

Porte à porte ou apport volontaire ?

La collecte du verre est effectuée en apport volontaire.

Combien de colonnes sont implantées sur le territoire ?

Baslieux lès Fismes = 2 conteneurs à verre.

Sur le territoire du SYCOMORE (67 communes) il y a 128 conteneurs à verre.

A quelle fréquence les colonnes sont-elles vidées ?

Montigny sur Vesle = 1 fois par mois au minimum.

Collecte des encombrants

Porte à porte ?

Non, les encombrants ne sont pas collectés en porte à porte. L'administré doit les emmener en déchèterie.

Fréquence (nombre de fois par an ou par mois) ?

Il n'y a pas de fréquence vu que ce sont les administrés qui apportent les encombrants directement en déchèterie.

La collecte des déchets dangereux des ménages

Apport volontaire en déchèterie ou points de collecte ?

Les déchets dangereux des ménages sont collectés en apport volontaire en déchèterie.

Cabinet de conseils juridiques, projets et formations en urbanisme M.T. Projets

Les déchets d'équipements électriques et électroniques

Les déchèteries acceptent-elles ces déchets ?

Oui les déchèteries du SYCOMORE acceptent ces déchets.

Les contenants

Qui gère les contenants ? (colonnes d'apport volontaire)

Le SYCOMORE gère les contenants.

Les déchèteries

Nombre de déchèteries sur le territoire

Il y a 5 déchèteries fixes et une déchèterie mobile sur le territoire du SYCOMORE.

Carte de localisation des déchèteries

Déchèterie d'ECUEIL : Route de Villers aux Nœuds

Déchèterie de FISMES : Rue des Trois Moulins

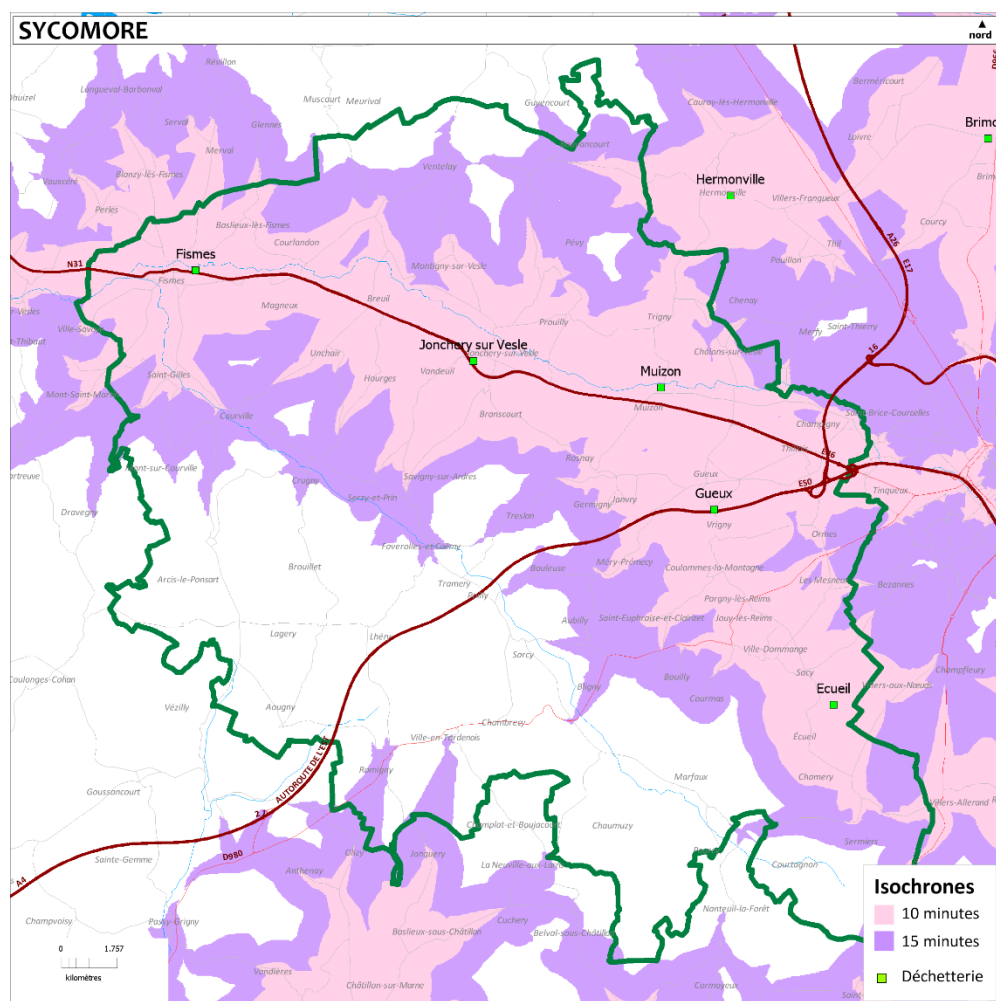
Déchèterie de GUEUX : Z.A. du Moutier

Déchèterie de JONCHERY-SUR-VESLE : Avenue Saguet

Déchèterie de MUIZON : Route de Trigny

Déchèterie mobile : évolue sur le territoire du Tardenois (accès réservé à certaines communes dont ne fait pas partie Baslieux)

Que collectent



les déchèteries ?

Les déchets autorisés en déchèterie sont :

Les déchets verts

Les encombrants

Les gravats

Les métaux

Les papiers / cartons

Le verre

Les DEEE (Les déchets d'équipements électriques et électroniques)

L'huile de vidange

Les piles et accumulateurs

Les batteries usagées

Les ampoules, néons...

Les pots de peinture

Les solvants, les acides, les bases

Les bidons souillés

Les huiles alimentaires

Est-il possible d'obtenir les données chiffrées sur la collecte ?

Oui uniquement pour l'intercommunalité

Tonnes de déchets par nature (pour le SYCOMORE en 2014)

Déchèteries	Papiers Cartons	Encombrants	Gravats	Métaux	Déchets Verts	Bois	Total (en tonne) et évolution (en %)	
Fismes	92,85	583,79	504,46	82,34	823,30	334,43	2421,17	-4,22
Jonchery-sur- Vesle	76,95	447,22	298,05	55,18	595,88	-	1473,28	3,33
Ecueil	58,94	324,42	167,42	30,48	195,20	-	776,46	8,23
Gueux	87,43	415,41	201,40	51,48	510,82	-	1266,54	2,44
Muizon	56,36	297,52	216,72	32,92	403,45	-	1006,97	2,77
Déchèterie mobile	14,44	343,60	-	-	191,07	-	549,11	-3,16
Total	386,97	2411,96	1388,05	252,40	2719,72	334,43	7493,53	0,53

Le traitement et la valorisation des déchetsQui prend en charge le traitement et la valorisation des déchets ?

C'est le SYCOMORE. Il délègue la compétence traitement des ordures ménagères au SYVALOM. Il fait valoriser les déchets ménagers recyclables par des prestataires privés

Quelle est la forme du traitement / valorisation ?

Valorisation énergétique ? A l'échelle du SYCOMORE

Nombre de tonnes incinérées par an = 6223 tonnes soit 212kg/hab/an

Destination de la valorisation ? Production d'électricité pour revente EDF et autoconsommation de l'unité de valorisation.

Type de déchets ? (ménagers, activités... ?)

Ordures ménagères

Centre de tri des déchets ménagers recyclables ?

Pour les déchets ménagers recyclables collectés au porte à porte : 1482 tonnes soit 50,65 kg/habitant/an.

Pour le verre : 1555 tonnes soit 53,14 kg/habitant/an.

Centre de tri des déchets industriels banals ?

Centre de tri pour les encombrants et le bois collectés en déchèterie.

Unité de compostage des déchets verts ?

Pour les déchets verts collectés en déchèterie

Unité de recyclage pour les cartons et les métaux collectés en déchèterie.

Quelle est le pourcentage de chaque type de valorisation des déchets ?

100%

Que deviennent les anciens sites d'enfouissement ?

Les anciens sites sont fermés.

Où sont-ils situés ?

Ils sont situés à Pargny-les-Reims (51).

Existe-t-il un réseau de surveillance ?

Oui il existe un réseau de surveillance.

Quelles sont les grandes orientations de la Commune / Intercommunalité pour la gestion des déchets dans les années à venir ?

Les grandes orientations sont de réduire la part non valorisable, non recyclable des déchets.

Investissements ?

La réhabilitation des déchèteries du territoire.

CONCERNANT LA COMMUNE :

Cabinet de conseils juridiques, projets et formations en urbanisme M.T. Projets

Fréquence de la collecte ? (nombre de fois par semaine)

Les ordures ménagères sont collectées une fois par semaine.

Fréquence de la collecte sélective ? (nombre de fois par semaine)

La collecte sélective est collectée une fois toutes les deux semaines.

Papier : apport volontaire ou collecte (fréquence) ?

Le papier est collecté en porte à porte, en même temps que les emballages recyclables une fois toutes les deux semaines.

Plastique : apport volontaire ou collecte (fréquence) ?

Le plastique est collecté en porte à porte, en même temps que le papier une fois toutes les deux semaines.

Emballages cartons : apport volontaire ou collecte (fréquence) ?

Les cartons sont en apport volontaire en déchèteries.

Encombrants en porte à porte : fréquence

Le SYCOMORE n'a pas de service d'encombrants en porte à porte.